

HVE: il faut inciter plus pour certifier plus

Le ministère de l'Agriculture vient enfin de finaliser la rédaction des décrets concernant la certification environnementale des exploitations agricoles. Si tout va bien, on peut donc espérer que le dispositif sera opérationnel au second semestre de cette année et permettra aux agriculteurs certifiés au titre de l'agriculture raisonnée de basculer rapidement et sans complexité vers le niveau 2 de cette nouvelle certification.

Il faut s'en féliciter. Il y a maintenant près de quatre ans que ce nouveau dispositif de certification a été décidé au Grenelle de l'environnement. Il est grand temps de répondre à l'interrogation des agriculteurs qui veulent prouver qu'ils travaillent correctement et que l'environnement n'est pas « l'ennemi » mais bien le nouvel allié du métier d'agriculteur.

Mais il faut aussi constater que le nouveau dispositif manque d'ambition. À Farre, nous sommes persuadés que la majorité des agriculteurs sont prêts à s'investir plus

dans l'environnement, à modifier encore leurs pratiques, à innover pour peu qu'on leur démontre que l'environnement ne se résume pas à des contraintes bureaucratiques. Or, sur ce plan, la nouvelle certification nous laisse sur notre faim: aucune incitation fiscale n'est prévue, l'étiquetage sur les produits ne sera pas accessible pour le niveau 2, qui sera celui majoritairement choisi par les agriculteurs et le ministère n'envisage aucune communication institutionnelle pour faire connaître le dispositif.

Il reste un levier déterminant pour valoriser cette nouvelle certification: la positionner dans le dispositif de verdissement des aides européennes. Le ministère de l'Agriculture l'a exprimé à plusieurs reprises, il devra convaincre ses partenaires européens que la vertu écologique doit trouver sa place dans la nouvelle Pac. ■



CHRISTOPHE GRISON,
PRÉSIDENT DE FARRE

Sur le xif...

> L'AGRICULTURE: ENJEU POLITIQUE? La course à la présidentielle 2012 est déjà bien lancée. En 2007, le candidat Nicolas Sarkozy déclarait que « le développement durable est un axe majeur de mon projet pour la France, une nécessité pour la planète. Les agriculteurs sont prêts à s'engager plus en avant, pourvu que l'on reconnaisse et que l'on récompense leurs efforts ». Il poursuivait: « De manière générale, la démarche de l'agriculture raisonnée est une des voies, sinon la voie la plus prometteuse. Elle peut devenir, sur une base volontaire, le mode de production dominant. Elle doit donc être fortement encouragée pour trouver à s'appliquer à plus de producteurs. » Aujourd'hui, la situation a changé. Les enjeux pour l'agriculture ne peuvent pas se résumer uniquement à une approche environnementale. Pour autant, cette thématique ne manquera pas d'être abordée dans les programmes des différents candidats à venir. Il reviendra à chaque citoyen d'en débattre... pour, au final, faire son choix. C.R.

Le Gaec de Grivée plein d'énergie

À COLOMBEY-LÈS-CHOISEUL, EN HAUTE-MARNE, CHEZ PHILIPPE ET JÉRÔME COLLIN, L'UNITÉ DE MÉTHANISATION PRODUISANT DE L'ÉLECTRICITÉ VALORISE LES EFFLUENTS D'ÉLEVAGE DE L'EXPLOITATION ET LES DÉCHETS DES COLLECTIVITÉS LOCALES.

Lors d'une porte ouverte organisée fin mai au Gaec de Grivée, Philippe et Jérôme Collin ont expliqué les atouts de leur récente unité de méthanisation aux visiteurs en présence du ministre de l'Éducation nationale Luc Chatel. Les intrants utilisés par cette unité sont composés d'un tiers d'effluents d'élevage (la totalité des lisiers et fumiers des 80 vaches laitières élevées), d'un tiers de déchets des collectivités locales (tontes de pelouses, gazons) et d'un tiers de déchets d'industries agroalimentaires.

L'installation permet de produire 827 000 m³/an de biogaz dont près de 75 % sont transformés en électricité ou en chaleur (soit une production de 2 000 MWh d'électricité). La



L'unité de méthanisation du Gaec de Grivée est la plus importante de Champagne-Ardenne: elle produit une quantité d'électricité correspondant à la consommation annuelle de 450 ménages.

récupération du méthane émis par le stockage des effluents contribue fortement à la réduction des gaz à effet de serre. Par ailleurs, le procédé permet également d'obtenir le « digestat », un engrais plus facilement assimilable par la plante. Enfin, la société Eurek'Alias, qui gère l'installation, a créé un emploi à temps plein. En somme, que des bénéfices économiques, environnementaux, sociaux et agronomiques. ■ C.R.



Gilles Demarque,
médecin nutritionniste depuis vingt ans

Mode de production et équilibre alimentaire : quel lien ?

À l'occasion de la sortie de son ouvrage sur les bonnes règles pour perdre du poids, Gilles Demarque donne son point de vue sur la relation entre agriculture et alimentation.

Farre : Ces derniers temps les livres et reportages nous laissent penser que manger nous empoisonne, qu'en pensez-vous ?

■ **GILLES DEMARQUE :** Il faut bien trouver un responsable aux conséquences de la mauvaise manière de s'alimenter qui, ne nous cachons pas la face, domine aujourd'hui par manque de temps, par ignorance, par compensation ou par suggestion publicitaire. Le public est crédule. Les allégations vont bon train, le doute est dans tous les esprits et la communication scientifique est parfois trop hermétique, comprise des seuls spécialistes. Alors les vulgarisateurs s'en donnent à cœur joie, dans un but purement mercantile (tirage d'ouvrages, taux de fréquentation Internet, guerre commerciale), sans avoir réellement conscience de leur responsabilité collec-

tive. Il devrait exister, dans un domaine aussi grave que celui de la santé publique, un organisme dérivé du bureau de vérification de la publicité sur la véracité des affirmations sans sources fiables autorisant ou non leurs publications. Par ailleurs, et c'est le revers de la médaille des nouvelles technologies de l'information, rien ne leur échappe et le moindre fait divers isolé prend immédiatement une dimension générale. Enfin, on paye aujourd'hui les erreurs du passé. Par exemple, le terme « pesticide », utilisé dans les années soixante, est un mot encore employé aujourd'hui pour désigner le traitement, je dirais presque médical, de la flore. On devrait le retirer du dictionnaire ! Aujourd'hui, la prudence, alliée à l'affinement des protocoles pour la protection de la santé, fait du traitement des plantes une science pharmaceutique absolument fiable,

tant pour l'agriculteur qui est formé pour utiliser ces produits en toute sécurité que pour le consommateur. Mais les ennemis des cultures ont du mal à être éradiqués et cette évolution n'est absolument pas perçue par les médias, le

grand public et même par la presse dite spécialisée qui continue à confondre pesticides et traitement phytosanitaire.

Il en va de même pour le traitement et la complémentation de certains produits,

Créons les occasions pour diversifier notre alimentation

► L'équilibre alimentaire, comme le souligne Gilles Demarque, est le facteur le plus influent sur la qualité nutritionnelle. L'absence de rituel alimentaire est une des causes principales de ces pertes de repères. Il est facile de comprendre que lorsque l'on s'installe quotidiennement en famille autour d'une table où les aliments ont été choisis avec bon sens et pour satisfaire les goûts



CHARLES DUBY
VIGNERON FARRE
DE L'HÉRAULT.

dont l'autorisation passe par une étude sérieuse des autorisations de santé afin de juger de l'opportunité (carences au sein de la population) ou du manque d'intérêt d'une telle complémentation. Je pense en particulier aux céréales enrichies qui complètent l'apport en vitamines du groupe B (B1, B2, B9 voire B12) ou en fer, calcium ou magnésium, ou aux laitages enrichis en vitamine D.

Végétarisme, alimentation bio, locavorisme... Faut-il tout revoir dans notre façon de nous alimenter ?

■ Revoir les normes alimentaires adaptées à la démographie et aux nouvelles technologies pour le bien-être de tous est une évidence. D'ailleurs les normes de recommandations nutritionnelles évoluent régulièrement en fonction de la démographie, de l'économie et de la santé (dernièrement l'Afssa* les a revues pour les macronutriments et certains micronutriments). C'est une nécessité pour qu'il y ait une cohérence entre la production, la consommation, le bien-être de l'individu et celui de la société.

En revanche, végétarisme, alimentation bio, locavorisme, c'est une question de choix personnel. Une mode !

Mais il est certain que l'alimentation de demain doit se tourner vers une solution agricole plus axée vers les productions végétales qu'animales. Seule l'augmentation de la production de protéines végétales permettra de nourrir les neuf milliards d'êtres humains que la terre comptera d'ici quelques années, du fait de la compétition entre l'alimentation des animaux et celle de l'homme.

La Terre est trop petite et nous devenons très nombreux !

Quel stade a le plus d'impact sur la qualité nutritionnelle de notre alimentation : les modes de production agricole, la transformation des produits ou l'équilibre alimentaire ?

■ Si la question est tournée négativement, au vu de l'extension de l'épidémie de surpoids et d'obésité, c'est l'équilibre alimentaire, sans conteste ! Car l'individu n'a

plus de repères alimentaires. Se nourrir n'est plus une nécessité pour devenir la compensation d'une peine morale ou la récompense d'une tâche accomplie. Le choix manque de diversité, l'individu se tourne alors préférentiellement vers des produits gras et sucrés.

L'Afssa a établi un lien entre la diversité alimentaire et le surpoids et les maladies de type diabète ou hypercholestérolémie. Ce lien est plus fréquent chez la population qui utilise moins de trois groupes alimentaires.

Si la question est tournée positivement, les modes de production agricole remportent la palme, car la recherche dans ce domaine est celle dont on attend le plus afin de pouvoir nourrir le monde de demain et le garder en bonne santé.

La transformation des produits, quant à elle, relève plus du domaine de l'économie et reste étroitement liée à une rigueur et à une surveillance sévère de la part des autorités de santé, mais son objectif est plus mercantile que sociologique. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
NADÈGE REDLER

* Afssa : Agence française de sécurité sanitaire des aliments

> **LE DOCTEUR GILLES DEMARQUE**

est médecin nutritionniste depuis vingt ans. Il est rédacteur en chef du site www.nutritionnel.com, et administrateur du Comité national de la gastronomie française. Il est l'auteur de *La Faim des Régimes* (2003, Éditions Jouvence) et dernièrement de *Les bonnes règles pour perdre du poids - Comment s'alimenter sans régime ?* (2011, Éd. Arnaud Franel).



Cet ouvrage est destiné à démontrer que des règles alimentaires simples, avec une adaptation permanente de l'alimentation à son mode de vie, permettent de vaincre les problèmes de poids et de combattre l'obésité, en retrouvant un bon équilibre moral et physique, sans les carences ni les pathologies générées par les régimes restrictifs.

Pour le docteur Gilles Demarque, l'erreur originelle est de croire que la perte de poids résulte d'une diminution des apports énergétiques, couplée à une augmentation des dépenses physiques, en oubliant que la biologie introduit une variante supplémentaire à cet ordre mathématique : l'adaptation à l'environnement. Il donne les règles à adopter afin de retrouver un poids de forme tout en respectant le plaisir et la convivialité.

de tous et de chacun, il y a là un accès forcé à la diversité alimentaire. Le repas en commun est aussi un lieu de modération du comportement par rapport à son alimentation : le regard de son vis-à-vis, ou de la communauté incite à consommer avec réserve. C'est aussi un moyen d'excitation de la curiosité alimentaire, quand quelqu'un en face de vous se régale d'un aliment qui ne vous tente pas au départ, il finit par vous convaincre grâce à sa délectation. Gilles Demarque estime nécessaire de réduire notre

consommation de protéines animales. Si cela peut se concevoir pour nous, occidentaux, une grande partie de la population de notre planète devrait en revanche pouvoir accéder de façon plus régulière à une alimentation d'origine animale pour trouver un bon équilibre alimentaire et pouvoir profiter des qualités gustatives de l'alimentation carnée. Cela doit être possible car le potentiel de production est sous-utilisé ou mal utilisé. Un système intégrant une meilleure combinaison des productions végétales et

animales devrait permettre d'y parvenir. Je rêve de voir un jour dans le Languedoc des élevages d'ovins et des ateliers de volailles au milieu de notre vignoble. Par ailleurs, pour réussir à nourrir nos neuf milliards d'habitants, nous devrions aussi nous interroger sur l'énormité du gaspillage alimentaire des pays occidentaux. De la grande distribution à la cellule familiale, en passant par la restauration collective, combien de tonnes de denrées alimentaires finissent ainsi à la déchetterie ?

Réseau énergie & gaz à effet de serre (GES)

L'outil Dia'Terre® en test dans les exploitations

Dia'Terre® est un outil de diagnostic qui chiffre les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre des douze exploitations agricoles Farre participantes à ce réseau. Cet outil, développé par l'Ademe et ses partenaires agricoles, vient en réponse à un besoin croissant d'évaluer la performance énergétique et environnementale des exploitations agricoles.

Compte tenu du contexte national (Plan de performance énergétique) et européen (Paquet climat-énergie: diminution de 20 % des GES d'ici 2020), il était nécessaire d'élaborer un outil commun de diagnostic aussi complet que possible reprenant l'ensemble des démarches existantes (tel que l'outil Planète).

Dans l'objectif d'une utilisation simple et progressive, l'outil est constitué de trois étapes. Une étape préliminaire permet de décrire les caractéristiques générales et de spécifier les différents ateliers de production. La première étape permet ensuite de renseigner les consommations d'énergie directe.

La seconde évalue les consommations d'énergie indirecte en indiquant les données techniques (le cheptel, les effluents, la fertilisation, la protection des plantes, le matériel...). Cette étape permet d'obtenir le profil énergétique global de l'exploitation et d'évaluer les émissions de GES. Enfin, la troisième étape décompose les résultats obtenus entre les différents ateliers de production. Cela permet d'analyser de manière plus précise les postes consommateurs ou

émetteurs tout en pouvant comparer ces résultats à des références lorsque celles-ci existent.

Au fur et à mesure que les diagnostics seront élaborés, les résultats enrichiront la base de données pour ainsi améliorer le système de positionnement de l'exploitation. Suite aux résultats obtenus, un plan d'amélioration, unique à chaque exploitation, est élaboré en vue de l'amélioration de sa performance énergétique.

M.H.

Dia'Terre® est un outil adapté au secteur agricole prenant en compte la complexité de cette activité pour ce qui est du bilan énergétique. En effet, il évalue les consommations d'énergie directe (fioul, électricité, gaz), les énergies indirectes provenant de l'achat des intrants sur la ferme (énergie mobilisée lors du processus de fabrication des engrais, de l'alimentation du bétail...) mais également les émissions de GES et les variations de stockage du carbone.



En bref

> ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE FARRE

L'Assemblée générale de Farre se tiendra le mardi 28 juin à Paris. Elle devra valider les orientations de l'association nationale. Elle devra aussi permettre de renouveler le conseil d'administration, lequel élira le président (le mandat de deux ans de l'actuel président, Christophe Grison, arrivant à échéance).

> LE CESER D'AQUITAINE SUR LE TERRAIN

Sur invitation de l'association Farre régionale, les membres du Conseil économique social et environnemental régional d'Aquitaine visiteront le 27 juin l'exploitation de Philippe Bardet, viticulteur à Saint-Émilion (Gironde). Plus d'informations: Gérard Mutolo - Tél.: 05 57 01 40 30



> CONVENTION RENOUVELÉE AVEC LA CCMSA

Le réseau de spécialisation d'amélioration des conditions de travail par une démarche prévention santé et sécurité sur l'exploitation a fait l'objet d'un partenariat de cinq ans avec la CCMSA (Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole) depuis 2006. Afin de poursuivre ce travail d'expertises et de conseils, cette convention vient d'être renouvelée.

PRATIQUES AGRICOLES - ENVIRONNEMENT - PROGRÈS TECHNIQUES - ÉCHANGES & PARTAGES

Vous aussi rejoignez le réseau FARRE !

- Vous êtes agriculteur. vos expériences dans le cadre d'une démarche de progrès. machinisme, biodiversité, énergie, sécurité au travail...).
- Vous voulez vous engager dans une démarche de certification environnementale.
- Vous souhaitez expliquer vos pratiques et partager
- Vous êtes intéressés par les activités de FARRE et de l'un de ses réseaux spécialisés (sol, protection intégrée,

Pour plus d'informations, contactez l'association FARRE
Tél.: 01 46 22 09 20
Mail: farre@farre.org

Ont participé au forum de l'environnement:

L'équipe de Farre,
Nadège Redler, Claude Richard,
Gilles Maréchal, Marion Huré
19, rue Jacques-Bingen
75017 Paris
Tél.: 01 46 22 09 20
Fax: 01 46 22 02 20
Site: www.farre.org